

Mesdames, Messieurs,

Je tiens tout d'abord, au nom de la Section locale du PCF de Capdenac et de mes amis communistes de l'Aveyron et du Lot, à remercier les organisateurs de cette journée de mobilisation en faveur du développement du service public SNCF.

Un nouveau combat qui, par votre présence massive aujourd'hui, trouve toute sa résonance.

Il faut dès maintenant qu'il trouve la même résonance dans les bureaux du ministère des transports car c'est là que les décisions se prennent et l'heure est grave.

En effet, les choix politiques qui s'opèrent actuellement n'ont que pour seule et unique ambition de saboter et de donner le coup de grâce au service public ferroviaire national.

A l'instar des assises de l'agriculture qui ont largement déçu les participants plaidant pour une autre agriculture permettant aux paysans de vivre de leur travail, les assises de la mobilité ont débattu de tout sauf du seul mode capable de régler les problèmes d'émissions de gaz à effet de serre, le mode ferroviaire.

La mission confiée sur l'avenir du ferroviaire à Jean-Cyrille SPINETTA, ancien PDG d'Air France, se concentre sur la partie voyageurs et n'intègre pas le fret. Elle vise à concentrer les moyens sur les grands axes rentables afin de rendre la mariée plus belle avant de procéder à l'ouverture généralisée à la concurrence et à la privatisation de la SNCF. Enfin, il va, sans surprise, préconiser un allègement de la dette en contrepartie d'une réduction des droits des cheminots. Alors que l'on ne parle jamais des contraintes auxquelles sont confrontés ces mêmes cheminots sur la sécurité, la continuité et l'adaptabilité du service assuré 7j/7 et 24h/24, qui justifient leur statut particulier.

Vous l'aurez compris, tout est taillé sur mesure pour faire un cadeau somptueux aux intérêts financiers privés au détriment de l'intérêt général et de la réponse aux besoins collectifs de transport. En clair, nos dirigeants, qui se prétendent modernes et tournés vers l'avenir, veulent un retour aux compagnies privées. Une véritable régression !!!

Autant dire que cette loi se présente comme une loi de bobos, amusant la galerie, faisant la part belle au covoiturage marchand, nouveau transport en commun du 21ème siècle, aux formules low-cost, aux routiers, tout en saccageant la SNCF et en ne répondant à aucun moment aux enjeux posés par le réchauffement climatique. Réchauffement climatique qui se matérialise dernièrement par plusieurs épisodes météorologiques aux conséquences graves pour certaines régions du monde et leurs populations.

Et pour parvenir à justifier ces choix catastrophiques, rien n'est laissé au hasard. Régulièrement la SNCF, et surtout les cheminots font les choux gras de la plupart des médias à la solde du pouvoir en place. Tout est savamment organisé pour jeter l'opprobre sur la corporation cheminote et la soumettre à la vindicte populaire.

Pour s'en convaincre, il est intéressant de faire un petit focus sur la pièce de théâtre à laquelle viennent récemment de se livrer la direction SNCF et la ministre des transports.

Comment tous ces acteurs, et notamment la ministre des transports par ailleurs ancienne dirigeante de la stratégie de la SNCF, qui ont récité à loisirs les mêmes dialogues, peuvent-ils nous faire croire qu'ils vont s'attaquer à la source du problème alors que depuis des décennies se sont eux qui sont à la manœuvre pour désintégrer le système ferroviaire, réduire les moyens humains et matériels, diminuer les moyens financiers nécessaires à la maintenance et la modernisation du réseau et qui laissent allègrement la dette enfler pour justifier les coupes sombres qu'ils vont mettre en œuvre.

A noter que depuis 2013, près de 9000 emplois ont été supprimés à la SNCF et que plus de 2000 nouvelles suppressions sont programmées en 2018. De même, au 31/12/2016, la dette générait la bagatelle de 3244 € d'intérêts bancaires par minute soit 1,7 Mds d'€/an.

Je profite de la présence de Mme la députée Huguette TIEGNA de LREM pour l'inviter à interpeler le gouvernement à l'occasion des questions d'actualité à l'assemblée nationale sur la nécessité que l'état, unique actionnaire de la SNCF, libère la SNCF des contraintes financières de sa dette (notamment des intérêts bancaires) et somme la direction SNCF de mettre immédiatement un terme aux suppressions d'emplois.

En tout cas, seule la poursuite de notre mobilisation peut inverser le cours des choses et c'est à cette tâche que nous devons nous atteler.

Nos exigences communes sont claires et doivent être portées plus haut et plus fort :

- Rétablir la circulation du train de nuit tous les jours,
- Assurer la présence humaine dans toutes les gares et les trains,
- Améliorer les horaires en fonction des besoins des usagers,
- Procéder aux travaux de remise en état de la ligne Rodez/Millau,
- Rouvrir la ligne Capdenac/Cahors pour assurer le transport ferroviaire des voyageurs et des marchandises, certainement bien plus utile pour l'environnement, l'économie et le tourisme que la réalisation d'une voie verte,
- Lancer une étude pour la ligne POLT permettant de démontrer la réalisation d'un gain de 45' entre Paris et Toulouse et assurer la mise en place de trains nouveaux dès 2022,
- et mettre en qualité et en sécurité le service public ferroviaire par la mise en place de moyens humains, matériels et infrastructurels suffisants permettant de développer le transport de voyageurs et de marchandises.

Cependant, elles doivent s'accompagner du traitement d'un certain nombre de questions de fond incontournables, notamment l'apurement de la dette publique ferroviaire de l'état, l'entretien et la modernisation du réseau, la réunification du système ferroviaire, sans quoi, les pouvoirs publics n'apporteront qu'un pansement sur une jambe de bois.

Le PCF, qui a combattu la réforme mise en œuvre en 2014, continue d'exiger une politique ferroviaire, tant en matière de voyageurs que de fret, prenant en compte l'intérêt général, s'appuyant sur un service public de qualité et contribuant au développement économique et social de nos territoires. Le transport ferroviaire est un droit fondamental, il doit donc rester sous maitrise publique.

Et les moyens financiers existent pour parvenir à remettre le service public SNCF sur les rails. Cette démarche passe par une autre utilisation de l'argent.

En premier lieu, par les ressources de la SNCF. Alors qu'en 2017, elle a dégagé une marge de 2,6 Mds d'€ sur son activité principale, soit une progression de 320 Millions d'€ par rapport à 2016, la démonstration est faite que des sommes importantes existent pour mener une autre politique que celle de la casse de l'emploi, des tarifs prohibitifs pour les usagers alors que les incidents se multiplient.

Quant à eux, les parlementaires communistes ont fait la démonstration, à partir d'une autre répartition des richesses et d'une réforme de la fiscalité, qu'il était possible de construire un autre budget pour la nation.

En procédant ainsi, il est possible de mobiliser plus de ressources financières en faveur des besoins sociaux et environnementaux, de l'emploi, de la formation, des salaires, des investissements productifs, de la recherche, de la reconquête industrielle, et bien évidemment du transport ferroviaire... y compris en respectant la sacrosainte règle européenne des 3% maximum de déficit public par rapport au PIB.

Avis aux économistes libéraux !!!

Le train, c'est vital !!! Dans nos territoires ruraux, il reste un outil de transport collectif indispensable. La régionalisation des trains du quotidien en 2000, malgré ses manques et ses imperfections, permet de répondre en grande partie aux besoins de la population comme c'est le cas en région Occitanie.

Il est donc plus qu'urgent de revenir à une politique ferroviaire vertueuse et durable qui mêle choix politiques en faveur de ce mode alternatif à la route, moyens financiers suffisants, et renforcement des moyens et de l'organisation de la production de la SNCF. Pour y parvenir, le PCF préconise la mise en place d'un pôle public des transports alimenté financièrement par un pôle public bancaire accompagnant entre autres les politiques de préservation de l'environnement et du développement durable.

Macron et compagnie veulent nous mettre un genou à terre. Au contraire, redressons-nous et collectivement, en convergence, construisons des rapports de forces larges, massifs et durables.

Tous ensembles, on lâche rien !!!

A commencer par une participation massive à la grande manifestation nationale du 8 février prochain organisée par la Fédération CGT des cheminots qui, comme nous, exige de sortir de cette nouvelle spirale du déclin programmé du ferroviaire pour répondre aux besoins transport du plus grand nombre.

On veut tous vivre et travailler au pays, alors poursuivons notre combat pour le maintien et le développement du service public SNCF dans nos territoires.

Je vous remercie de votre attention.